

Threadneedle (Lux) European Social Bond Fund

Rapport annuel d'impact social
Juillet 2019 – Juin 2020



Table des matières

Présentation du fonds	4
Faits marquants au niveau social et environnemental.....	6
Avant-propos	8
A propos des partenaires	9
Méthode	10
Catégorisation et notation sociale	11
Valeurs & gouvernance	12
Cibles sociales.....	13
Profil social	14
Croissance du fonds.....	15
Les 25 principales positions	16
Carte des investissements	17
Focus thématique.....	18
Conclusion.....	45
Biographies.....	46
Calculs	48
Méthodologie : mise en correspondance des obligations avec les catégories de l'IMP	49
Références.....	50

Présentation du fonds

Pionnier en Europe, le fonds European Social Bond a pour double objectif de générer une performance sociale et financière en investissant dans des obligations d'entreprises au niveau européen. Le fonds vise un objectif concret de créer un impact positif sur les individus, les communautés et la société. 2020 marquera le troisième anniversaire du fonds.

Objectif

Le fonds poursuit 3 objectifs : l'impact social, le rendement financier et la liquidité. Il cherche à offrir le profil de risque-rendement des obligations d'entreprises européennes traditionnelles, tout en étant performant sur le plan social. Le fonds cherche à générer 80% de ses résultats sociaux/de son impact sur le territoire européen, le reste à l'international.

Types d'investissements

Les obligations détenues dans le portefeuille sont définies selon 4 caractéristiques clés : leur **cible** (impact social, réponse à une pandémie, réponse environnementale, ou impacts multiples au sein de ces derniers), l'**opportunité de développement** recherchée (accès aux services, logement abordable, communauté, renouveau et développement économique, éducation et formation, emploi, santé et bien-être), la **catégorie des besoins sociaux** exprimant le caractère fondamental du besoin (besoins sociaux de base, besoins sociaux primaires, autonomie sociale, habilitation sociale, amélioration sociale, facilitation sociale et développement sociétal), et enfin leur **nature "officielle"** : Sociale (répondant aux principes des obligations sociales de l'ICMA), Verte (répondant aux principes des obligations vertes de l'ICMA), Durable (répondant aux directives de l'ICMA en matière d'obligations durables), Transition Bonds (répondant aux directives de revue des prestataires externes « Second Party Opinion ») et aux Objectifs généraux de l'entreprise (incluant les nouveaux Principes de l'ICMA sur les Sustainability Linked Bonds).

Classification ABC du Projet de Gestion de l'Impact

Cette année, le Fonds a commencé à travailler sur la classification des obligations qu'il détient selon l'approche ABC de l'Impact Management Project (IMP).¹ Il s'agit d'un ensemble de normes de plus en plus répandues et reconnues pour classer l'impact d'un actif, et le Fonds tient ainsi à s'assurer qu'il reste en phase avec ces nouvelles pratiques.

Cette approche classe les actifs dans l'une des catégories d'impact suivantes :

- > Ayant ou pouvant avoir des impacts négatifs
- > Agit pour éviter des impacts négatifs (A)
- > Bénéficie aux parties prenantes (B)
- > Contribue à des solutions (C)

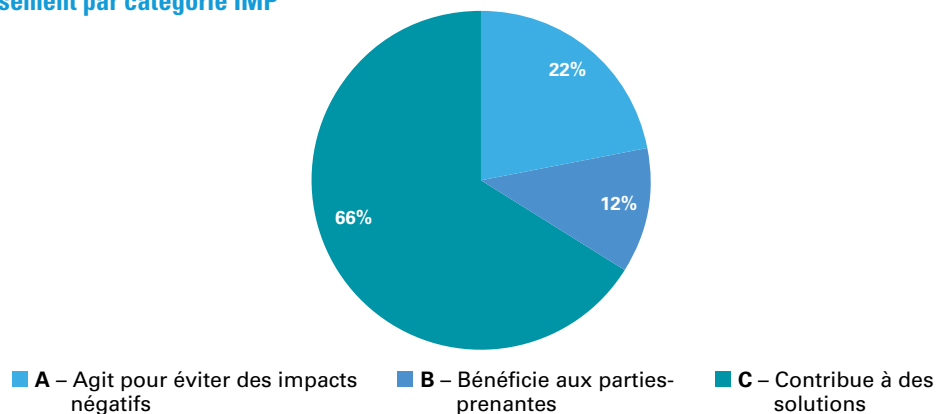
Cette année, un premier exercice de cartographie a été entrepris entre la méthodologie d'évaluation des performances sociales du Fonds et la méthode utilisée pour classer les investissements à l'aide des catégories ABC de l'IMP. Cet exercice de cartographie a utilisé un système basé sur des règles pour fournir une classification approximée de toutes les obligations du portefeuille comme permettant soit d'"Agir afin d'éviter les impacts négatifs", soit de "Bénéficier aux parties prenantes" ou de "Contribuer à des solutions". Le fonds adoptant une stratégie de sélection positive, toutes les obligations passent d'abord par une évaluation de la performance sociale qui évalue leur impact attendu. Ce système d'évaluation exclut donc les obligations qui seraient classées dans la catégorie "Ayant ou pouvant avoir des impacts négatifs".

¹ IMP – A Guide to Classifying the Impact of an Investment.

Il est à noter que cette approche classe à la fois l'impact de l'actif sous-jacent (A-C) et la contribution de l'investisseur (1-6). Toutefois, l'exercice entrepris par le Fonds cette année ne visait qu'à classer l'impact des actifs sous-jacents (c'est-à-dire celui des obligations), et ce pour chaque obligation. Le Fonds a toutefois été classé par l'IMP selon sa catégorie d'impact global – en tant que Fonds, il est noté B1 (voir le lien ci-dessus pour plus de détails sur la signification de la note).

Les résultats provisoires de ce premier exercice de cartographie ont donné les résultats suivants pour les obligations du portefeuille :

Investissement par catégorie IMP



Il convient de souligner qu'il s'agit de résultats provisoires à la suite d'un premier exercice de cartographie et que les critères utilisés ne sont pas encore totalement alignés sur les critères de classification des actifs de l'IMP selon la méthode ABC. Le Fonds s'efforcera au cours de l'année à venir d'aligner davantage les méthodes et de veiller à ce que l'ensemble des données nécessaires pour classer tous les actifs selon le système ABC soit saisi pour chaque obligation. Par conséquent, ces résultats pourraient changer à mesure que la méthode sera affinée.

Investissements & Accréditations

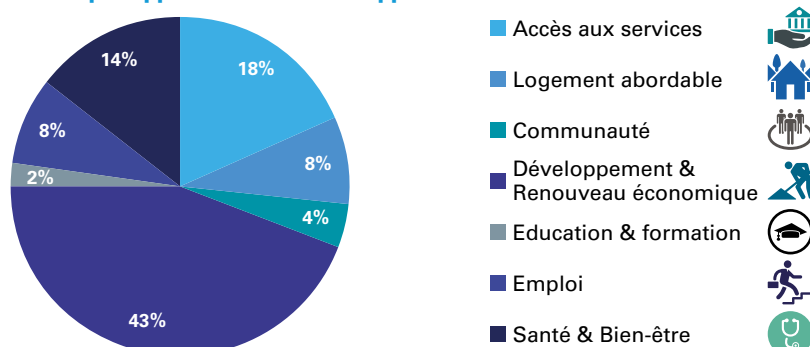


Objectifs & profil social

Objectifs sociaux	Résultat 2019-2020	Résultat 2018-2019
Plus de 20% du fonds investi dans des investissements à impact social (noté A)	24,2%	24,8%
Moins de 25% dans des « Investissements à Rendement Social Inférieur » (C3 ou C4)	23,5%	21%
Augmentation du score moyen d'intensité sociale d'année en année	18,2	18,1

Les investissements dédiés ou prioritairement destinés aux populations à faibles revenus, vulnérables ou ayant des besoins sociaux insatisfaits représentent 30,8% du Fonds. Les nouvelles obligations qui financent de nouveaux développements, des agrandissements ou des changements représentent 26% des investissements. Le domaine d'action le plus représenté au sein du portefeuille (44%) est le "Développement et Renouveau Economique" :

Investissements par opportunités de développement



Faits marquants au niveau social et environnemental

Au cours de l'année, nous avons investi dans des organisations et des obligations qui ont eu un impact concret. Les faits marquants sont présentés ci-dessous.

Social

Au cours de l'année, nos investissements ont porté sur 192 obligations à impact social (y compris les Social Bonds, Sustainable Bonds, Transition Bonds et Bonds with Social Benefits) de 118 émetteurs. Des données d'impact ont été publiées pour 48 de ces obligations, contribuant aux réalisations suivantes :

Logement



- > **Financement d'environ 221 000 foyers sociaux, dont 87 000 le sont à travers des obligations non-fléchées**
- > **Soutien de 440 associations pour le logement**
- > **Financement d'entreprises en immobilier résidentiel avec plus de 5 800 logements à prix abordable**

Santé & bien-être



- > **2,67 milliards d'euros dédiés aux priorités mondiales en matière de santé et de nutrition**
- > **22 millions de personnes bénéficiant des projets d'accès à l'eau et de sécurité alimentaire**
- > **29,5 millions de patients bénéficiaires, tout ceci grâce aux fonds levés avec ces obligations**
- > **Le financement ou l'emploi d'au moins 51 000 chercheurs et scientifiques dans le domaine de la santé**

Emploi



- > **Dix obligations soutenant des micro, petites, ou moyennes entreprises ainsi que des entreprises dirigées par des femmes**
- > **Celles-ci ont permis de créer et de maintenir plus de 530 000 emplois et de proposer des services de soutien à destination de 151 000 agriculteurs**
- > **Les obligations ont soutenu plus de 230 000 micro-prêts en cours, dont l'une a soutenu plus de 20 000 micro-prêts à destination de femmes**

Environnement

Au cours de l'année, nous avons investi dans 102 Green/Sustainable Bonds, représentant 38% du Fonds en nombre de lignes.



- > **Ces obligations ont un impact positif sur la réduction des gaz à effet de serre (GES) :**
 - En 2018, 14 millions de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées sur la base du reporting de 19 obligations (50 % du total), ce qui équivaut à la fermeture de 3,6 centrales à charbon pendant un an
 - En 2019, plus de 21 millions de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées sur la base du reporting de 30 obligations (50 % du total), ce qui équivaut à la fermeture de 5,4 centrales à charbon pendant un an

En 2020, plus de 30 millions de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées tel qu'indiqué dans le reporting de 65 obligations (soit 63% des 102 obligations), ce qui équivaut à la fermeture de 7,7 centrales à charbon pendant un an. Cela est dû aux producteurs d'énergie (Iberdrola, Enel, Ørsted, etc.) qui se sont retirés progressivement de la production d'électricité à partir de charbon, à forte intensité carbone, conformément à l'objectif de neutralité carbone de l'UE.²

Le portefeuille présente une empreinte carbone de 137 tCO₂/\$M. Cela est inférieur à l'indice MSCI Europe, dont la moyenne est de 148,1 tCO₂/\$M.

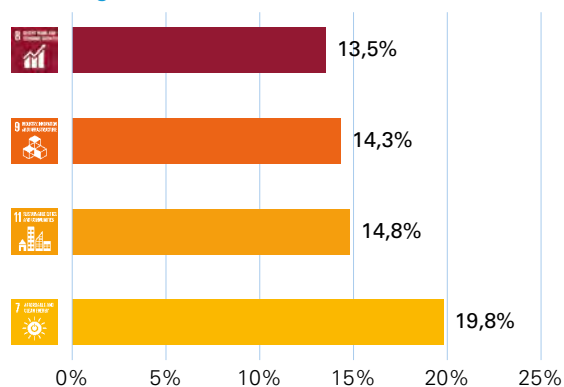
En 2020, plus de 52 millions de MWh d'énergie renouvelable ont été produits. Les producteurs d'énergie investissent de plus en plus dans les énergies renouvelables : en Europe, la moitié des centrales à charbon qui ferment leurs portes sont remplacées par de l'énergie éolienne et solaire.

Alignement avec les ODD

Tous nos investissements sont alignés sur les Objectifs de Développement Durable des Nations unies, dans le but de prendre en compte les impératifs sociaux et environnementaux mondiaux.

Les quatre ODD auxquels le fonds contribue le plus largement sont les objectifs 11, 9, 8 et 7.

SDG Alignment



Exemples de cibles d'ODD et d'obligations correspondantes

7.2 D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial : **ENEL finance, Iberdrola, etc.**

8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents et l'entrepreneuriat : **Cassa Depositi e Prestiti, Instituto de Credito Oficial, etc.**

9.4 Améliorer les infrastructures et moderniser les industries afin de les rendre durables : **Enexis Holding, Gas Networks Ireland, etc.**

11.2 Assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable : **Deutsche Bahn, SNCF**

² Source : calculs du site EPA : <https://www.epa.gov/energy/greenhouse-gas-equivalencies-calculator>

Avant-propos

Décrire 2020 comme une année extraordinaire est un euphémisme. L'arrivée de la pandémie a engendré des difficultés psychologiques, physiques et économiques sans précédent, modifiant du jour au lendemain nos habitudes de vie d'une manière que nous n'aurions jamais pu imaginer, et dont certains aspects ne reviendront peut-être jamais. Les marchés obligataires ont répondu à ce nouveau type et niveau de besoins et ont également connu des changements importants. Au troisième trimestre 2020, les nouvelles émissions d'obligations ont atteint 148 milliards de dollars.

En 2019, sur la même période, ces émissions représentaient 72 milliards de dollars, tandis qu'en 2016 elles représentaient 74 milliards de dollars sur toute l'année. La nature de ces émissions a également connu un changement spectaculaire, les nouvelles obligations sociales ont dépassé toutes les émissions précédentes, représentant ainsi 28% du total des nouvelles émissions, contre 6% en 2019. Les obligations sociales représentent désormais 17% du portefeuille et un nouveau segment, celui des obligations liées à une pandémie, représente pour sa part 3,8%.

Nous avons analysé ce soutien et cet intérêt croissant au sein de la stratégie en 2019, alors que nous approchions de la troisième année depuis le lancement de ce premier Fonds Européen d'Obligations Sociales. La combinaison convaincante d'un rendement reflétant aussi bien l'impact social que les préoccupations environnementales a permis de soutenir, dans cette stratégie, une augmentation des actifs sous gestion, qui ont triplé l'année dernière pour atteindre €185M. Ceci est d'autant plus remarquable que l'intensité sociale moyenne mesurée des portefeuilles a aussi augmenté pour atteindre 18,2%. Maintenir le niveau d'exigence en termes sociaux face à une telle hausse des émissions est une preuve de la compétence et de l'engagement de l'équipe de gestion dirigée par Simon Bond. La performance par rapport à l'indice de référence est également très honorable.

Le rapport décrit plus en détail les obligations souscrites et la répartition des différents niveaux d'intensité sociale. La relation avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies est également mise en évidence, le portefeuille mettant actuellement l'accent sur les ODD 7 (les énergies renouvelables), 8 (les emplois décents soutenant les petites, moyennes et micro entreprises), 9 (les infrastructures vertes), et surtout 11 (logements abordables et les communautés durables).

Le Comité Consultatif d'Impact, dirigé par INCO, continue de bien remplir son rôle qui consiste à commenter et à remettre en question le calcul de la valeur sociale, et à contrôler les pondérations des différentes catégories d'intensité sociale et d'exposition géographique. L'année dernière j'avais souligné le départ de Marco Traversi qui, pour des raisons professionnelles, a dû se retirer du Comité Consultatif d'Impact. Au début de l'année 2020, nous avons eu le plaisir d'accueillir Rana Modarres au sein du comité. Rana dirige l'équipe Small Enterprise Impact Investing d'Oxfam. Cette expérience est idéale pour un membre indépendant du comité et je serai très heureux de collaborer avec Rana.

James Fairweather

Membre indépendant du Comité Consultatif d'Impact

A propos des partenaires

À propos du Comité Consultatif d'Impact

Un Comité Consultatif d'Impact indépendant est chargé de veiller à l'application de la méthodologie, et de s'assurer que la gestion du fonds est guidée par une finalité sociale. Le conseil se réunit chaque trimestre pour suivre et examiner les performances sociales du Fonds et agit en tant que conseiller sur la viabilité sociale des investissements. Le comité est composé de sept membres – dont la majorité ne sont pas employés par le gestionnaire du fonds – afin de garantir une liberté de pensée et de contrôle. Les détails concernant les membres se trouvent aux pages 46-47.

Ce comité a entre autres défini trois objectifs pour le gestionnaire de fonds, la mesure de performance les concernant étant présentée en page 4.

- > **Investir plus de 20% du portefeuille dans des "Investissements à Impact Social"**
- > **Ne pas investir plus de 25% dans des « Investissements à Rendement Social faibles » (obligations cotées C3 et C4)**
- > **Augmenter le score d'intensité sociale du Fonds au fil du temps**
- > **Augmenter le score moyen d'« Intensité Sociale » du fonds au fur et à mesure de sa durée de vie**

A propos d'INCO

INCO est une société d'investissement qui dispose de près de dix ans d'expérience en investissement dans des entreprises affichant un fort impact social ou environnemental et des rendements financiers attractifs. À travers son réseau international de programmes de soutien aux start-ups et ses équipes d'experts locaux, INCO fournit des fonds propres et quasi-fonds propres sur le long terme, de l'amorçage à des stades de croissance plus avancés. INCO complète ses interventions financières par un accompagnement stratégique et technique afin de soutenir le développement et l'impact des sociétés du portefeuille.

 **90+**
Participations

 **€200M+**
D'actifs sous gestion

 **45 ans**
D'expérience cumulées
au sein de l'équipe de
gestion sur le segment
du private equity et du
financement de dette

INCO gère ou conseille plusieurs fonds. Elle investit à la fois dans des jeunes startups à impact en phase d'amorçage et dans des entreprises sociales & environnementales déjà rentables. INCO conseille le Fonds Threadneedle European Social Bond dans le cadre de l'évaluation de l'impact social des obligations souscrites. INCO agit en tant que conseiller indépendant du fonds et apporte son expertise dans la mesure de la performance sociale et environnementale. Ce partenariat témoigne d'une volonté commune de soutenir les organisations qui produisent des changements positifs dans leur communauté, qu'il s'agisse d'entreprises, de collectivités locales ou d'organisations à but non lucratif.

A propos de Columbia Threadneedle Investments (CTI)

Des millions de personnes dans le monde entier font confiance à Columbia Threadneedle Investments dans la gestion de leur actifs, parmi lesquelles on retrouve des particuliers, des conseillers financiers et des investisseurs institutionnels. Ensemble, ils nous confient 426 milliards de dollars*.

Notre couverture est globale. Nous avons constitué une équipe internationale de 2 000 personnes, dont plus de 450 professionnels de l'investissement partagent des perspectives mondiales au sein de toutes les grandes catégories d'actifs et sur tous les marchés. Nos analystes s'attachent à trouver des idées originales et investissables, partagées et débattues avec les gestionnaires de portefeuille. Les principes de l'Investissement Responsable (IR) sont importants et nous utilisons des outils de notation propriétaire afin de proposer un cadre d'IR solide. En plus d'intégrer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans toutes les classes d'actifs, la société applique un certain nombre de stratégies dédiées à l'ensemble des investissements responsables. Après le lancement de ses fonds d'obligations sociales britanniques et américains, CTI a lancé et gère désormais le Threadneedle European Social Bond Fund.

*En dollars américains au 31 mars 2020. Source : Ameriprise Q1 Earnings Release. Contactez-nous pour des données plus récentes.
Source de toutes les données, sauf indication contraire : Columbia Threadneedle Investments, au 31 mars 2020.

Méthode

Hiérarchie sociale des besoins

Comme décrit dans la première partie du document, le Fonds recherche des opportunités d'investissement à travers une série de filtres pour s'assurer de leur adéquation avec les objectifs fixés. Le fonds adopte une méthodologie basée sur une hiérarchisation des besoins sociaux, selon laquelle les besoins les plus primaires, comme les logements à prix abordable et la santé, ont une priorité par rapport aux besoins moins urgents.

Le Fonds aligne aussi sa stratégie avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Ces derniers ont été établis en 2015 afin de fixer un agenda pour parvenir à un avenir plus durable d'ici 2030.

Besoins sociaux	Domaine	ODD
1. Besoins sociaux primaires 	Logement abordable - Logements sociaux - Logements pour travailleurs - Logements pour personnes handicapées - Maisons de retraite	
2. Besoins sociaux fondamentaux 	Santé & Bien-être - Condition physique - Santé mentale - Mode de vie sain - Rééducation	 
3. Habilitation sociale 	Education & Formation - Enseignement primaire et secondaire - Formation professionnelle & apprentissage - Formation continue	  
4. Émancipation sociale 	Emploi - Création d'emplois dans les régions défavorisées - Bonnes conditions d'emploi	 
5. Renforcement social 	Communauté - Aménagement local & environnement - Services de soins - Soin aux personnes âgées - Autres services communautaires	   
6. Facilitation sociale 	Accès aux services - Services financiers abordables - Emprunt hypothécaire - Services professionnels - Communication & services de radiodiffusion	  
7. Développement sociétal 	Développement & Renouveau économique - Développement durable - Transports en commun & public - Revitalisation des communautés urbaines - Infrastructure & services publics - Environnement & agriculture	   

Catégorisation et notation sociale

Le Fonds a mis en place une méthodologie de catégorisation et de notation sociale qui évalue les caractéristiques et l'intensité de l'impact social généré par les obligations.

Le modèle de catégorisation permet de classer les différents investissements en fonction de leur niveau de contribution à la réalisation de l'objectif social du fonds. Il est composé en deux parties, l'une avec une lettre évaluant l'intentionnalité de l'obligation (**Catégorie d'impact, de A à C**), et l'autre avec une note évaluant la qualité et la profondeur de la réponse proposée (**Score d'Intensité, de 0 à 31, qui se traduit par une Note d'Intensité allant de 1 à 4, 1 étant élevé et 4 étant faible**).

Pour les catégories, chaque note se rapporte à ce qui suit :

Catégorie A – investissement d'impact

Le financement est conçu dans l'objectif de générer un impact social positif.

Catégorie B – investissement ayant un impact

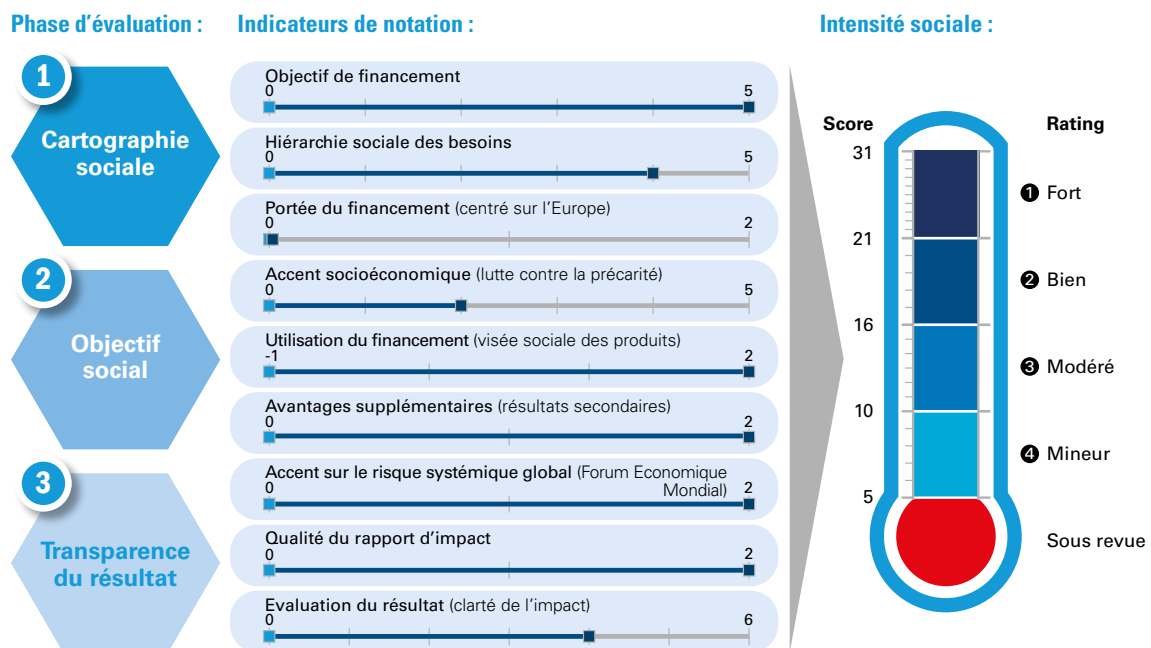
Le financement est susceptible de générer des impacts sociaux tangibles pour les individus, bien qu'indirectement ou sans intentionnalité en amont.

Catégorie C – financement du développement & impact mondial

Financement de moyens de production, d'infrastructures ou d'autres projets qui génèrent des externalités sociales et contribuent à la croissance économique et au développement social. Les investissements dans des obligations à fort impact émises en Europe mais dont les retombées principales sont en dehors de l'Europe appartiennent aussi à cette catégorie.

Pour l'intensité sociale, la note vient du modèle de notation suivant :

Le modèle de notation est conçu pour noter l'impact social tangible de chaque obligation et fournir un critère factuel de comparaison. Cela va de la cartographie sociale à l'évaluation de la performance de l'impact social généré, en passant par l'étude de son objectif social. Un schéma illustrant le processus de notation est présenté ci-dessous :



Valeurs & gouvernance

Valeurs & Risque ESG

Notre méthodologie débute par la définition d'un Univers Social. Cet univers d'investissement potentiel ne comprend que des obligations susceptibles de générer un impact social important, et exclut celles qui présentent un risque élevé d'impact négatif.

Les principes et critères suivants énoncent les exigences minimales requises pour qu'une obligation soit incluse dans l'Univers Social et, par conséquent, qu'elle puisse être souscrite par le Fonds :

1. **Respect des normes sectorielles** : toute preuve de violation de normes ou de standards clés, tels que le Pacte Mondial des Nations Unies, est un motif d'exclusion.
2. **Focus sur les énergies renouvelables** : sont exclus les émetteurs qui tirent une part substantielle de leurs revenus de l'énergie nucléaire et du charbon.
3. **Amélioration de la santé** : sont exclues les organisations générant un revenu significatif issu de la production ou vente de tabac.
4. **Cohésion sociale** : sont exclus les émetteurs qui tirent une part substantielle de leurs revenus du divertissement pour adultes et des jeux d'argent.
5. **Exclusion des armes** : sont évités les émetteurs du secteur de l'armement et ceux ayant une activité liée aux armes controversées.
6. **Exclusion des impacts environnementaux sévères** : sont exclues les entreprises qui font l'objet de graves controverses liées à l'eau ou à la biodiversité et à l'utilisation des terres. Ceci s'applique à tous les émetteurs, y compris pour les obligations vertes, sociales ou de développement durable.
7. **Régimes controversés** : les investissements dans des obligations émises par des gouvernements se limitent aux Obligations Sociales, Environnementales et Durables. Néanmoins, nous n'investissons pas dans les pays où la peine de mort est appliquée, dans ceux qui font l'objet de sanctions de l'UE, dans ceux qui ne prennent que des mesures minimales concernant le changement climatique, ou dans ceux qui sont considérés comme opprimant les libertés ou prenant des mesures qui violeraient les principes des Droits de l'Homme. Les entreprises détenues à 100% par ces régimes seront exclues.

Notre approche porte une attention particulière aux éventuels risques ESG lors de chaque évaluation sociale. Les points problématiques sont systématiquement notés, et lorsqu'ils sont susceptibles de nuire à l'impact social global d'un investissement, la note de l'obligation est dégradée, entraînant parfois son exclusion du portefeuille. Les facteurs ESG sont également examinés par le biais de notre processus de surveillance, décrit ci-dessous.

Gouvernance & Surveillance

Le Comité Consultatif d'Impact joue un rôle essentiel dans l'examen, la surveillance et le contrôle du Fonds. Des contrôles continus sont aussi réalisés par les équipes de suivi et celles de gestion des investissements.

Les problématiques clés sont discutées au sein du Comité Consultatif d'Impact, composé de membres nommés par INCO et du Gérant. Le comité est présidé par un membre choisi par INCO.

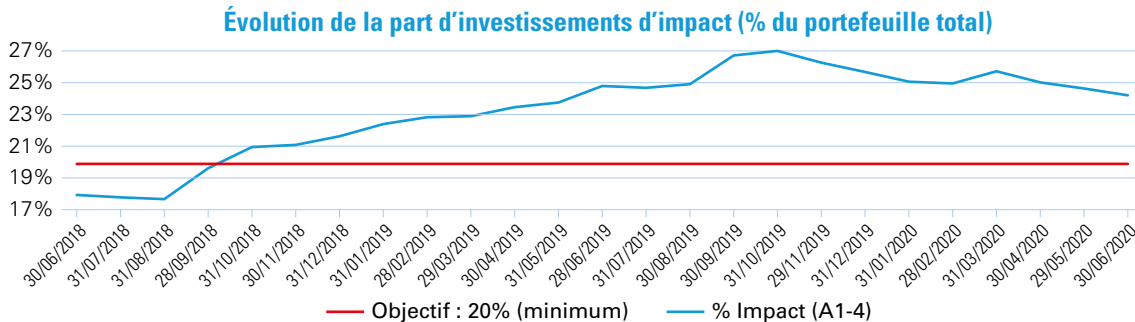
En amont de chaque Comité Consultatif d'Impact, l'équipe chargée de l'investissement responsable effectue une analyse du portefeuille afin de s'assurer que les composantes du Fonds continuent de respecter les exigences minimales. Toute non-conformité ou risque élevé de non-conformité est signalé au comité.

Le comité a le droit de veto concernant la décision finale. Si une obligation est considérée comme inéligible ou n'étant plus éligible pour le Fonds, le Gérant établira un plan d'action incluant une stratégie de sortie de l'investissement tout en protégeant l'intérêt des investisseurs du Fonds.

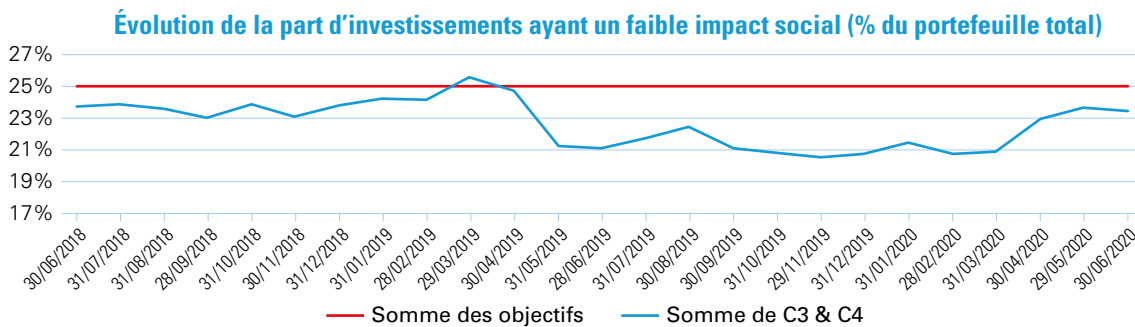
Cibles sociales

Le Fonds a atteint ou dépassé tous ses objectifs au cours de cette période.

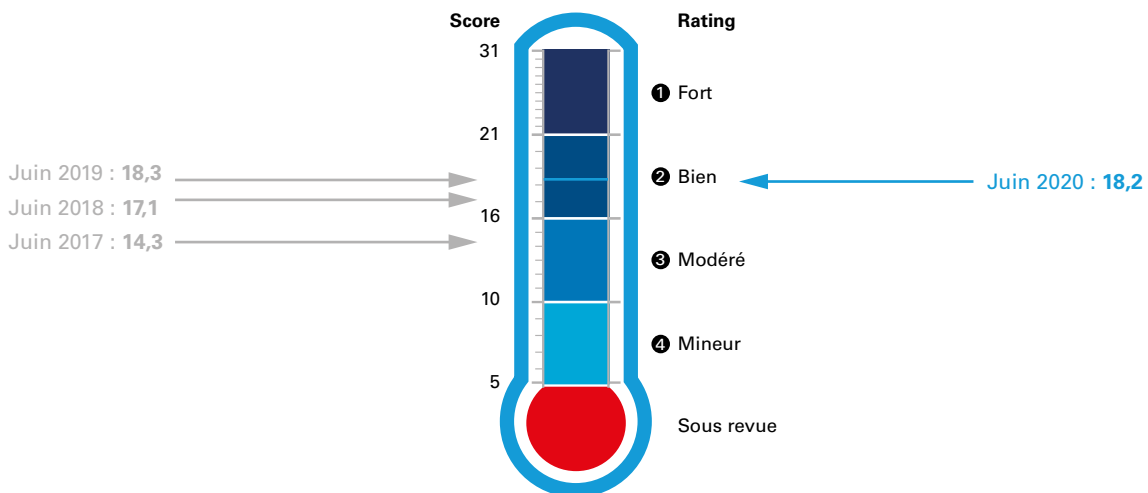
> 24,2% en investissements à impact social (A1-4) (objectif actuel de 20% au moins)



> 23,5% dans les résultats sociaux inférieurs (C3 & C4) (objectif de 25% maximum)



> Score d'intensité sociale moyen de 18,2 contre 14,3 au lancement du Fonds (objectif croissant)



Focus sur l'additionnalité et l'atténuation des privations

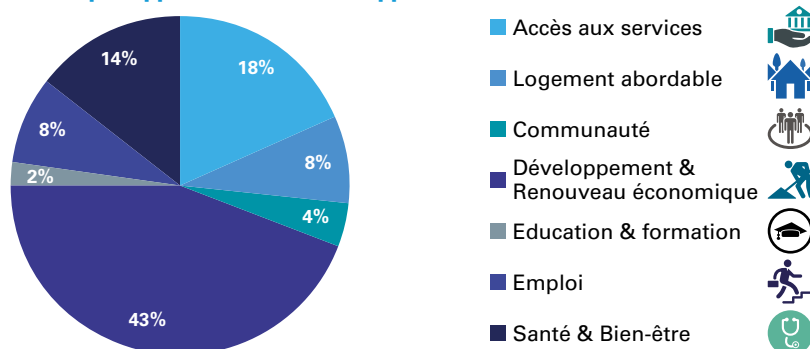
Le Fonds European Social Bond, à travers ses objectifs sociaux, vise les populations les plus démunies

- > 37,9 % des actifs sous gestion ont contribué à financer des projets supplémentaires, c'est-à-dire de l'apport en capital pour de nouvelles capacités et de nouveaux résultats, ou pour la transition vers la phase de réalisation
- > 30,8 % des actifs sous gestion ont contribué à des projets axés sur les besoins sociaux ou prioritaires
- > 20,6 % des actifs sous gestion ont rempli les deux conditions, contre 17% en 2018-2019 et 15% en 2017-2018

Profil social

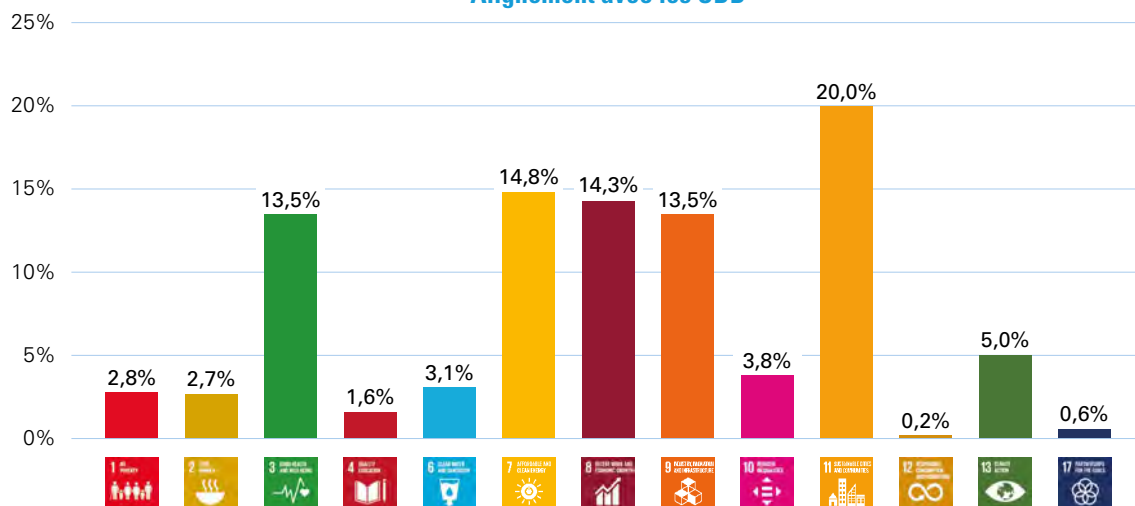
Le fonds investit dans sept domaines d'action :
 "Réhabilitation et Aménagement" est le plus important et comprend la majorité des obligations vertes. Il concerne notamment le financement d'infrastructures, secteur particulièrement adapté au financement obligataire.

Investissements par opportunités de développement



Nous avons aligné tous nos investissements avec les ODD des Nations Unies, démontrant ainsi l'alignement du fonds avec les impératifs sociaux et environnementaux mondiaux. Les quatre ODD auxquels nous contribuons le plus sont les ODD 7, 8, 9 et 11. Cela reflète les efforts du fonds en faveur des énergies renouvelables (ODD 7), de l'emploi et des PME (ODD 8), d'une industrialisation durable (ODD 9), et du logement et des communautés (ODD 11).

Alignement avec les ODD



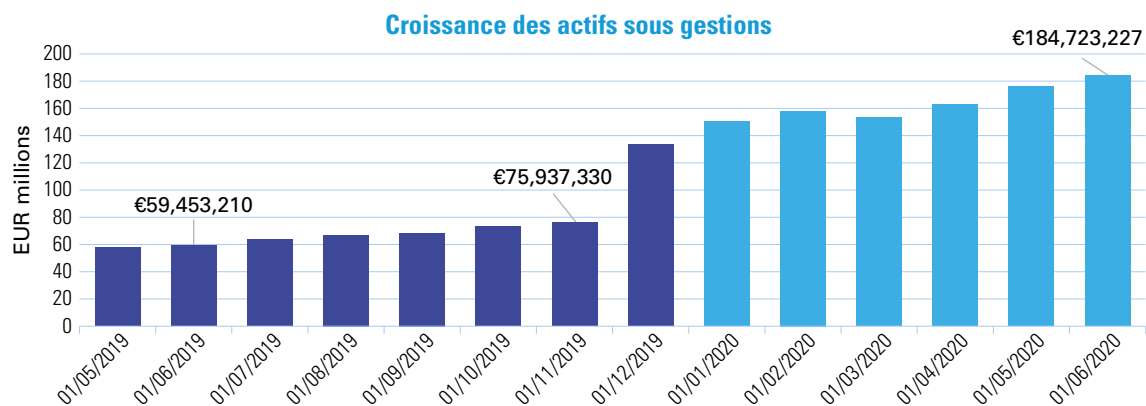
Croissance du fonds

L'encours du Fonds a atteint €185M en juin 2020, soit une **multiplication par trois** sur une période d'un an.

Cette croissance peut être expliquée par trois facteurs :

- > **Le Fonds a franchi le cap des €100M d'actifs sous gestion**
- > **Le Fonds a fêté ses trois ans d'existence et présente un bilan favorable**
- > **Le fonds a bénéficié d'un changement général d'intérêt des thèmes environnementaux en faveur des thèmes sociaux**

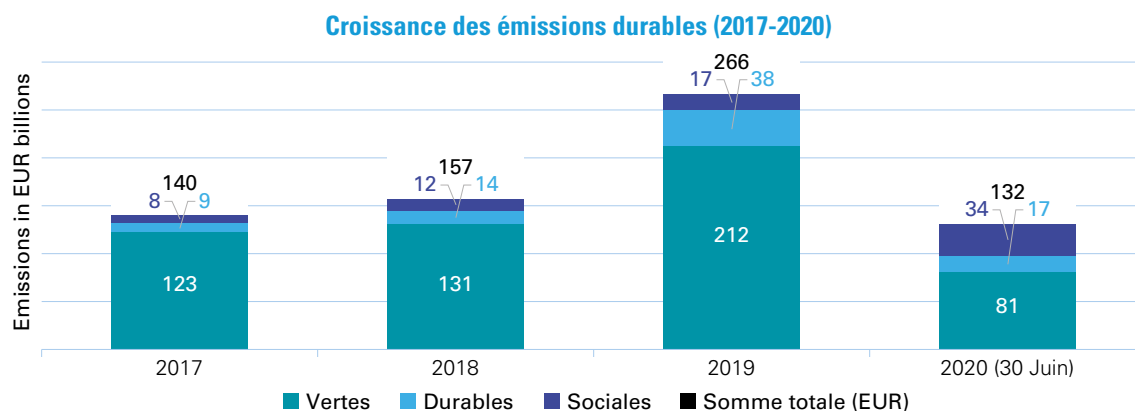
Entre juin 2019 et juin 2020, l'encours sous gestion est passé de €59M à €185M, soit une augmentation de 214%.



Sur la période, le volume d'émission d'obligations a été proche de celui de 2019, avec un semestre présentant 136 milliards d'euros de nouvelles obligations sociales, vertes et durables, ce qui représente 51% de l'année 2019. Néanmoins, il faut analyser ces chiffres en prenant en compte les événements de 2020, en particulier la pandémie COVID-19, qui nous permettent de traduire cette apparente stagnation en un résultat assez prometteur.

L'année 2020 semble être un tournant en termes de focus : alors que 2019 était une année "verte", avec 80% des montants totaux alloués aux projets environnementaux, l'année 2020 présente une concentration beaucoup plus marquée vers les obligations sociales (28% contre 6% en 2019), ce qui se traduit par une part d'obligations à vocation sociale de 41%, contre 20% en 2019.

Ce changement provient principalement de la crise du COVID-19, qui a motivé les acteurs de tous types à lever des fonds pour faire face à la crise via l'émission de nouvelles obligations.



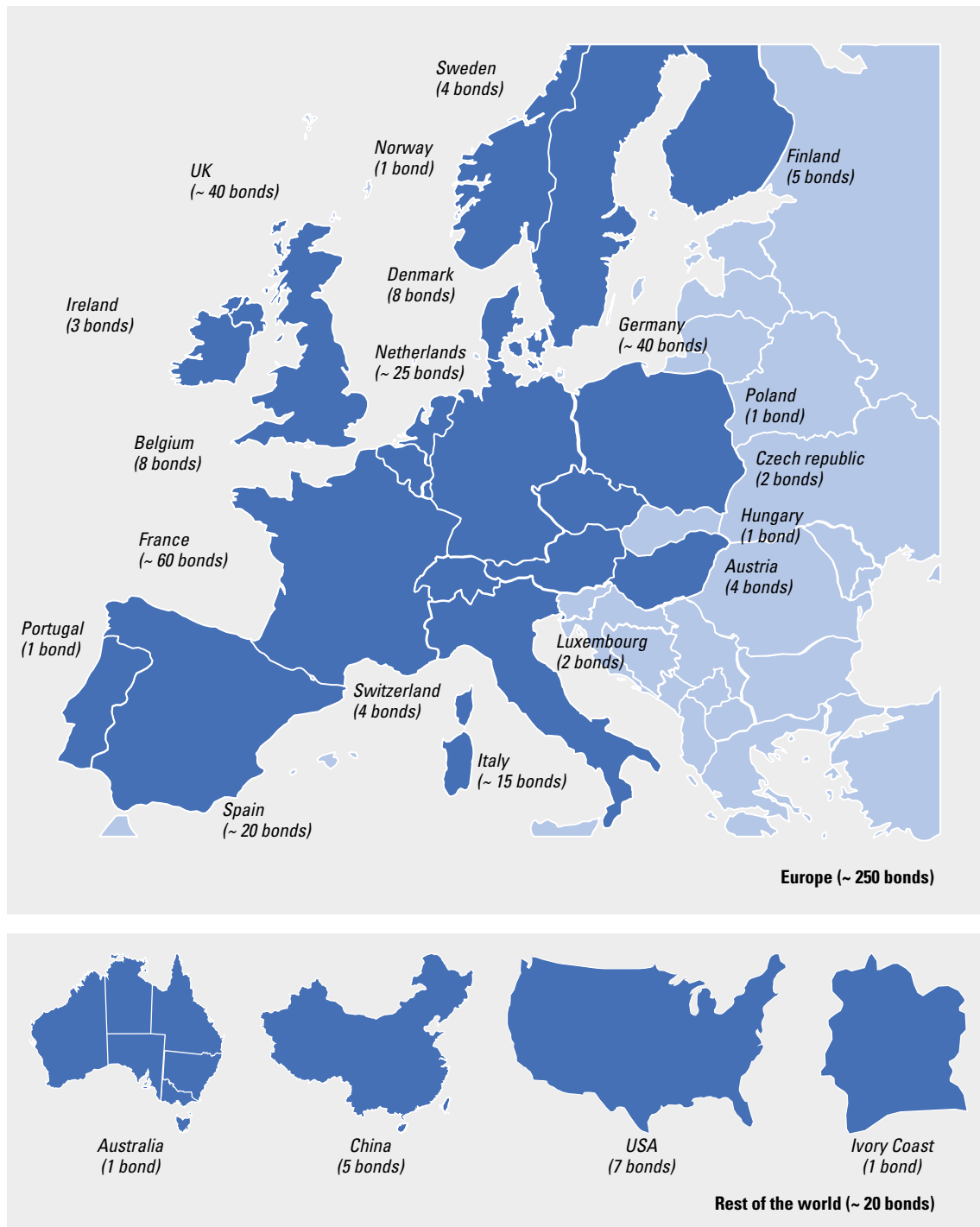
Les 25 principales positions

Rang	Nom	Type d'obligation	Catégorie de Besoin Social	Domaine d'action	Score	% Portefeuille	ODD
1	Crédit Agricole	Oblig. Verte, ISG ³	Facilitation Sociale	Accès aux Services	B2-C4	2,8%	
2	Orsted	Oblig. Verte	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	B2	2,2%	
3	Banque Fédérative du Crédit Mutuel	ISG	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	C4	2,2%	
4	BPCE	Oblig. Sociale, Oblig. Verte, ISG	Facilitation Sociale	Accès aux Services	A2-C4	2,1%	
5	Cassa Depositi e Prestiti	Oblig. Sociale	Émancipation Sociale	Emploi	A1	2,1%	
6	Autonomous Community of Madrid	Sustainability Bond	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	A1	2,0%	
7	Orange	ISG	Facilitation Sociale	Accès aux Services	C3	1,9%	
8	Danone	Oblig. Sociale	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	C1	1,8%	
9	Council Of Europe Development Bank	Oblig. Sociale	Émancipation Sociale	Emploi	A1	1,7%	
10	La Banque Postale	Oblig. Verte, ISG	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	B2-B4	1,7%	
11	Instituto de Credito Oficial	Oblig. Sociale	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	A1	1,5%	
12	Becton Dickinson	ISG	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	B3	1,4%	
13	Action Logement	ISG	Besoins Sociaux Primaires	Logement abordable	A1	1,4%	
14	Deutsche Bahn	ISG	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	B2-B3	1,4%	
15	European Investment Bank	Sustainability Bond, Oblig. Verte	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	A1-B2	1,3%	
16	African Development Bank Oblig. Sociale	Oblig. Sociale	Besoins Sociaux Fondamentaux	Santé & Bien-être	C1	1,2%	
17	Credit Mutuel Arkea	Oblig. Sociale, ISG	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	A1-C4	1,2%	
18	TenneT	Oblig. Verte	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	B2-B3	1,2%	
19	Ville de Paris	Sustainability Bond	Renforcement Social	Communauté	A1	1,1%	
20	Rabobank	Oblig. Verte, ISG	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	C2-C4	1,1%	
21	Allianz	ISG	Facilitation Sociale	Accès aux Services	C3	1,1%	
22	Région Ile de France	Sustainability Bond	Besoins Sociaux Primaires	Logement abordable	A1	1,0%	
23	Telefonica Emisiones	Oblig. Verte, ISG	Facilitation Sociale	Accès aux Services	B3-C3	1,0%	
24	Wallonne Region	Oblig. Sociale, Sustainability Bond	Renforcement Social	Communauté	A1	1,0%	
25	E.on	Oblig. Verte	Développement Sociétal	Développement & Renouveau éco.	B3	1,0%	

³ ISG : impacts Sociaux Génériques.

Carte des investissements

Le Fonds cherche à générer des impacts sociaux positifs en Europe, en s'autorisant une exposition mondiale de 20% afin de contribuer à la résolution de défis sociaux internationaux majeurs, d'améliorer sa liquidité et de réduire son exposition aux risques.



Focus thématique



Besoins primaires – logements abordables

Un sixième de la population de l'UE vit dans des logements surpeuplés et une personne sur 20 rencontre de graves problèmes de logements. Ces enjeux liés à l'accès au logement et à des conditions de vie décentes sont au cœur de l'ODD 11 "Villes et communautés durables".

Dans ce domaine d'intervention, nous cherchons à soutenir les organisations qui augmentent l'offre aux logements et aux services de base de qualité à un coût abordable, par exemple par le financement de logements sociaux, de logements pour travailleurs, ou de maisons de retraite.



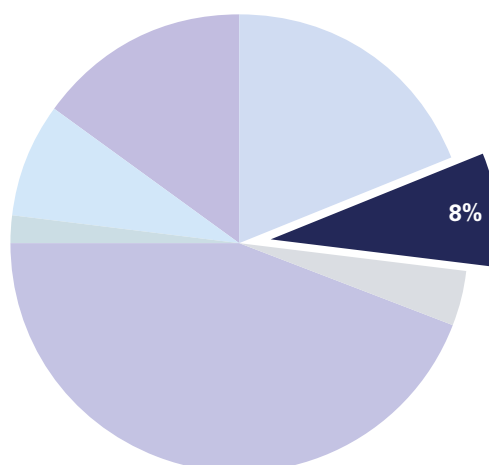
Ces organisations et obligations ont contribué à :

- > Financer environ 134 000 logements sociaux
- > Financer 5 800 prêts à coût abordable
- > Soutenir 440 associations pour le logement

Émetteurs d'obligations :

- Action Logement
- Credit Mutuel Arkea
- Region of Ile de France
- Nederlandse Waterschapsbank
- Unibail-Rodamco
- Akelius Residential Property
- The Flemish Community
- Deutsche Wohnen
- Bayerische Landesbodenkreditanstalt
- Deutsche Kreditbank AG
- BNG Bank
- Deutsche Kreditbank
- Accent Housing
- Bromford Housing
- Guinness
- Credit Agricole Home Loan
- The Housing Finance Company

Répartition des invest. par domaine d'action : Logements abordables



A low-angle, upward-looking photograph of a modern, multi-story apartment building. The building features a light-colored, possibly white or light beige, facade. Several balconies are visible, each with a glass railing and a dark metal frame. The balconies are staggered, creating a dynamic, geometric pattern. Large windows with dark frames are interspersed between the balconies. The sky is a clear, pale blue. The overall impression is one of a clean, contemporary architectural design.

Projets de logements sociaux et de résidences étudiantes

BNG Bank



ODD 11.1 :

D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et à des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de logements insalubres.

Présentation

- La banque BNG est une banque publique néerlandaise, spécialisée dans le financement des organismes publics. Elle n'est pas au service de clients particuliers. En 2019, la BNG a émis plus de 13 milliards d'euros de prêts et de financements, dont 67% en Europe.

L'obligation :

- Émise en 2016, cette obligation a pour but de financer les associations de logement néerlandaises les plus performantes, qui sont des acteurs historiques du financement du logement social aux Pays-Bas. La banque, en coopération avec le Centre de Développement Durable de l'Université de Tilburg, a développé un cadre de notation basé sur 31 indicateurs. Appliqué à l'univers des associations de logement néerlandaises, il a permis à la BNG de sélectionner les 92 associations les plus performantes dans des secteurs tels que "les habitations familiales" ou "les grands immeubles".

Résultat et Impact :

1 milliard d'euros prêtés aux associations de logement néerlandaises

- 82 associations financées
- 979 créations de maisons sociales financées
- Exemples :
 - Nouveaux appartements sociaux à Waardwonen, rénovation énergétique à Nijmegen

ODD & Cible :

- **Objectif 11 :** Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables
- **Cible 11.1 :** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de logements insalubres

Score de l'obligation :

B2

Utilisation :

Allocation fléchée – Obligation Sociale





Accès aux infrastructures de base et aux services de santé



Besoins fondamentaux – santé et bien-être

Ce domaine comprend des investissements qui contribuent à assurer un accès universel aux infrastructures et services de base en matière de santé. Cela inclut des projets au service d'une bonne santé physique et mentale, d'une vie saine, du bien-être, ou encore de la rééducation et du soutien des patients.

Ce domaine d'action correspond à l'ODD 3 : "Bonne santé et bien-être" qui comprend l'éradication d'un large éventail de maladies.



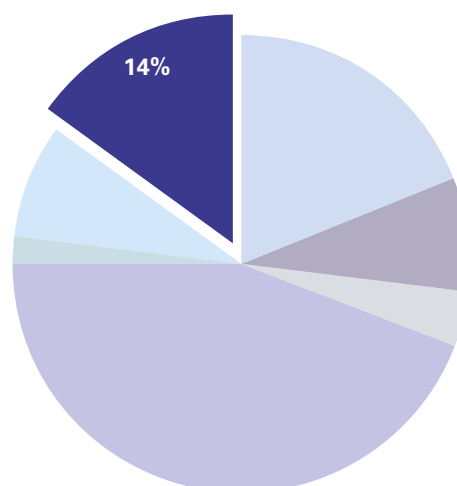
Ces organisations et obligations ont contribué à :

- > Allouer 2,67 milliards d'euros aux priorités mondiales en matière de santé et de nutrition
- > Permettre à 2 millions de patients de bénéficier du financement d'infrastructures de soins
- > 22 millions de bénéficiaires de projets pour l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire
- > Financer ou employer au moins 51 000 chercheurs et spécialistes de la santé

Émetteurs d'obligations :

- Autonomous Community of Madrid
- Danone
- Instituto de Credito Oficial
- Becton Dickinson
- European Investment Bank
- African Development Bank Social Bond
- Credit Mutuel Arkea
- Roche
- Wellcome Trust
- Essity
- Caisse Francaise de Financement Local
- IBRD
- Carrefour
- BUPA Finance
- Österreichische Kontrollbank
- IADB
- IFC
- Pharma
- International Finance Facility for Immunisation
- Sanofi

Répartition des invest. par domaine d'action : Santé et Bien-Être





Soutenir les populations les plus vulnérables grâce à des produits et services de santé

Caisse Française de Financement Local



ODD 3.8 :

Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.

Présentation :

- La Caisse Française de Financement Local est une banque publique de développement qui finance le secteur public dans les régions françaises. Son activité principale consiste à financer les hôpitaux, les écoles, les routes et les infrastructures municipales en France. En 2019, elle a prêté plus de 5,7 milliards d'euros aux collectivités françaises.

L'obligation :

- Émise en 2019, l'obligation refinance le portefeuille de prêts santé de l'organisation. Plus précisément, les fonds sont destinés à l'apport de services de santé publique à l'ensemble de la population, quels que soient les revenus, le statut social ou financier, à tout moment, à la recherche pour améliorer continuellement les soins et développer de nouveaux traitements, ainsi qu'à la formation de médecins, sages-femmes, pharmaciens, dentistes, cadres de santé, infirmières, etc.

Résultats & Impact :

- Financement de 254 hôpitaux
- Soutien de 171 479 patients via le financement de leurs hôpitaux
- Exemples :
 - Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris.

ODD & Cible :

- **ODD 3 :** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge sont des conditions essentielles au développement durable
- **Cible 3.8 :** Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et à un coût abordable

Score de l'obligation :

A1

Utilisation :

Allocation fléchée – Obligation Sociale





L'éducation est un moteur clé du progrès social et de la mobilité



Habilitation Sociale – éducation & formation

L'éducation est un vecteur important d'ascension sociale. L'ODD 4 lui est dédié. Notre méthodologie cible les obligations qui soutiennent une éducation inclusive, les programmes scolaires du primaire et du secondaire, ainsi que la formation professionnelle, l'apprentissage et la formation continue.



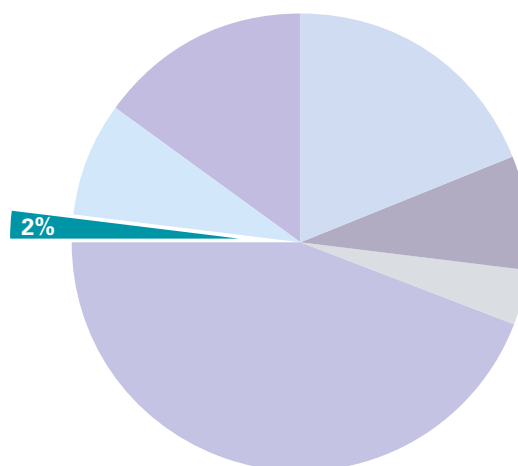
Ces organisations et obligations ont contribué à :

- > **Avoir un impact sur plus de 750 000 étudiants**
- > **Rendre service à 62 000 clients handicapés**

Émetteurs d'obligations :

- State of North Rhine-Westphalia
- RBS
- IADB EYE Bond
- Pearson
- University of Southampton

Répartition des invest. par domaine d'action : Éducation & formation





Donner aux enfants du monde entier l'accès à l'éducation de base

Cassa Depositi e Prestiti



Cible ODD 8.2 :

Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

Présentation :

- La Cassa Depositi e Prestiti est une banque d'investissement nationale italienne qui agit en tant que bras droit du gouvernement au niveau local et national. Elle a mobilisé 34,6 milliards d'euros de prêts en 2019, la majorité étant destinée aux entreprises italiennes, un quart au secteur public et aux infrastructures italiennes.

L'obligation :

- Émise en 2019, cette obligation sociale est principalement destinée à financer la sécurité des bâtiments scolaires publics et les initiatives de réaménagement urbain. Plus précisément, les recettes sont destinées à la construction, à la sécurité et à la mise à niveau parasismique des bâtiments publics, notamment ceux utilisés pour les écoles de tous les niveaux d'enseignement (universités comprises).

Résultats & Impact :

- 15 514 emplois soutenus – emploi à temps plein créé grâce au financement
- 587 000 étudiants soutenus
- Exemples :
 - Financement du réaménagement de la place du marché de la ville de Novara, ou de l'université "Università degli Studi Milano".

ODD & Cible :

- **ODD 8** : Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
- **Cible 8.2** : Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

Score de l'obligation :

A1

Utilisation :

Allocation dédiée – Obligation Sociale





Soutenir la création d'emplois et la croissance inclusive



Emancipation sociale – emploi

Le manque d'opportunités d'emploi qualifié reste un enjeu crucial en Europe. Notre méthodologie cible les obligations qui soutiennent la création d'emplois pour tous, la croissance des principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois dans les zones défavorisées, ainsi que la promotion de bonnes conditions de travail. Ce domaine d'action est aligné avec l'ODD 8 : "Travail décent et croissance économique".



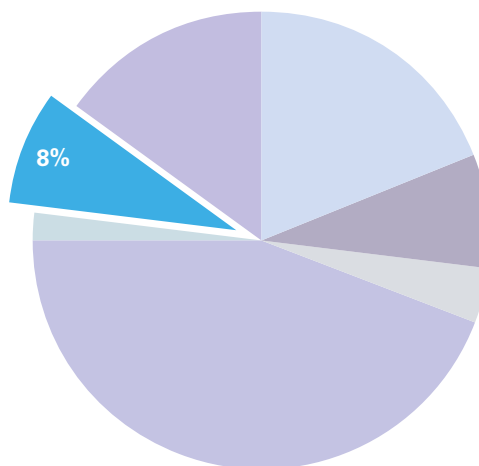
Ces organisations et obligations ont contribué à :

- > **La création et le maintien de plus de 200 000 emplois**
- > **La mise à disposition de services de soutien à 240 000 agriculteurs**
- > **Le soutien de plus de 4 millions de microcrédits en cours, dont un a soutenu plus de 3,3 millions de microcrédits aux femmes**

Émetteurs d'obligations :

- Cassa Depositi e Prestiti
- Council Of Europe Development Bank
- Instituto de Credito Oficial
- Region of Ile de France
- Unedic
- ISS Global
- Inter-American Investment Corp
- BPIFrance
- NIB
- FMO
- The Unemployment Insurance Fund of Finland
- Bavaria
- Hungarian Development Bank

Répartition des invest. par domaine d'action : Emploi





Soutenir la création d'emplois, l'esprit d'entreprendre et la croissance des petites entreprises

Instituto de credito oficial



Cible ODD 8.3 :

Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation, et stimulent la croissance des microentreprises et des PME.

Présentation :

- L'Instituto de Credito Oficial est un établissement de crédit espagnol qui finance des projets d'investissement et les besoins en liquidité des entreprises espagnoles. Il est entièrement détenu par l'État et remplit le rôle d'agence financière de l'État : à cet égard, il finance les entreprises en cas de besoins impérieux – catastrophes naturelles, crise économique ou pandémie.

L'obligation :

- L'obligation a été émise en 2017 pour financer les prêts aux PME dans les régions espagnoles où le PIB/habitant se trouve en-dessous de la moyenne nationale. Elle applique une politique d'exclusion ESG, refusant de financer des activités socialement ou écologiquement non respectueuses (tabac, alcool, jeux d'argent, etc.). Ainsi, l'obligation a été financée à 48% par des investisseurs ESG. La plupart des entreprises dans lesquelles elle investit sont des entrepreneurs indépendants ou des micro-entreprises.

Resultats & Impact :

- 61 826 emplois créés
- 7 177 PME soutenues

Exemples :

- L'obligation a permis de financer Laboratorios Munuera, une entreprise innovante qui mesure l'impact de l'activité industrielle et humaine sur l'environnement.

ODD & Cible :

- **ODD 8** : Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
- **Cible 8.3** : Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation, et stimulent la croissance des microentreprises et des PME

Score de l'obligation :

A1

Utilisation :

Allocation dédiée – Obligation Sociale





Améliorer la qualité de vie et la résilience des communautés



Renforcement social – communauté

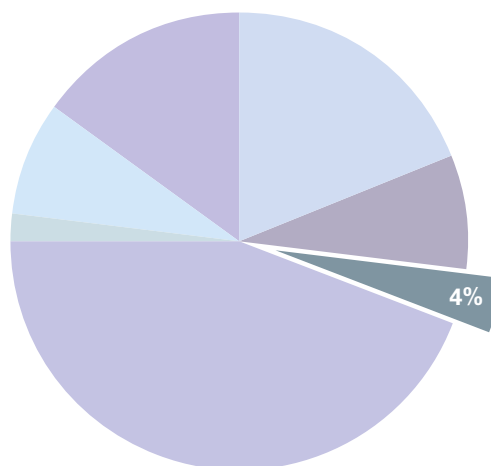
Améliorer la qualité de vie et la résilience des communautés peut prendre de nombreuses formes, y compris l'amélioration des services communautaires, des équipements locaux, des services de soins, ou le renforcement des activités citoyennes, artistiques, sportives ou religieuses.



Émetteurs d'obligations :

- City of Paris France
- Wallonne Region
- HSBC
- Belgium Post
- La Poste
- Investitionsbank Schleswig-Holstein
- Bremen
- Tesco
- Charities Aid Foundation

Répartition des invest. par domaine d'action : Communauté





Offrir des avantages et des services communautaires qui favorisent le bien-être social et l'inclusion

Charities Aid Foundation



Cible ODD 10.2 :

D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

Présentation :

- La Charities Aid Foundation (CAF) est l'une des plus grandes organisations caritatives du Royaume-Uni : elle est classée au 7ème rang en Angleterre et au Pays de Galles pour les dépenses caritatives. Sa mission est "d'inciter la société à donner de manière plus efficace, en aidant à transformer les vies et les communautés dans le monde entier". Son activité principale consiste à faciliter les dons pour les organisations caritatives en offrant aux donateurs des moyens simples et attrayants (avantages fiscaux maximums et charges administratives minimales, programmes établis pour les dons des entreprises, etc.), ainsi qu'en fournissant aux organisations caritatives des services financiers et des investissements sociaux, des collectes de fonds et des avantages en matière de défense des intérêts du secteur.

L'obligation :

- Émise en 2018, la catégorie de résultat social de l'obligation est l'amélioration sociale : "fournir des prestations et des services plus généraux et communautaires qui soutiennent et favorisent le bien-être et l'inclusion sociale". L'opportunité de développement est d'améliorer les dons et les activités caritatives grâce à des avantages sur toute la chaîne de valeur : pour les donateurs et leur société (principalement au Royaume-Uni), pour les organismes de médiation (organismes caritatifs et employeurs), et pour les bénéficiaires finaux des organismes caritatifs.

Résultats & Impact :

- 646 millions de livres sterling de dons versés à des organisations caritatives en 2019
- 22% d'augmentation des dons par rapport à 2018
- Exemples :
 - Who Cares? Scotland est une organisation caritative primée qui offre aux personnes expérimentées en matière de soins une plate-forme pour faire entendre leur voix. Elle a ainsi collecté 26 000 livres sterling au cours des quatre dernières années grâce au programme CAF Donate.

ODD & Cible :

- **ODD 10** : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
- **Cible 10.2** : D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre

Score de l'obligation :

A2

Utilisation :

Allocation non dédiée – Impacts Sociaux Génériques

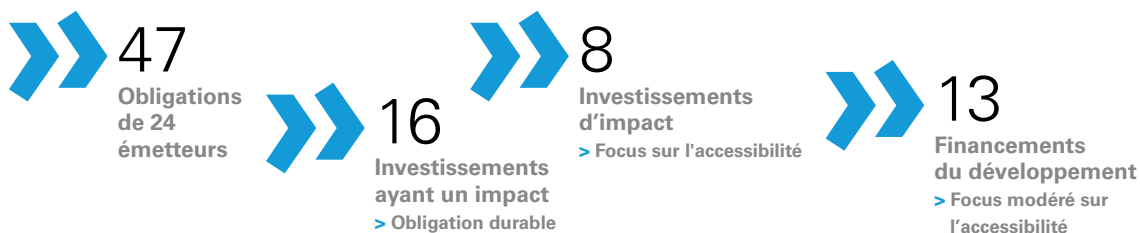


Finance et technologie permettant l'inclusion sociale



Facilitation sociale – accès aux services

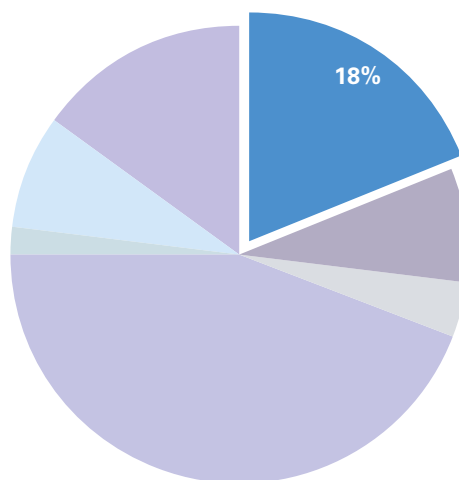
L'accès aux services financiers et à la technologie est essentiel pour être en mesure de participer à la vie économique et est associé de ce fait à plusieurs ODDs. Nous privilégions notamment les obligations qui contribuent à améliorer l'accès de tous à des produits financiers abordables et aux prêts immobiliers, ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication.



Émetteurs d'obligations :

- Credit Agricole
- BPCE
- Orange
- Rabobank
- Allianz
- Telefonica Emisiones
- Motability Operations Group
- CNP
- O2 Telefonica Deutschland
- BT
- Nykredit
- Telekom Finanzmanagement
- Caixa Bank
- Banco Bilbao Vizcaya
- Swisscom
- Digital Realty
- Landesbank Baden-Württemberg
- Royal London
- AXA
- Achmea
- Deutsche Apotheker-und Aerztebank
- Nationwide
- Basque Government
- Nationwide Building Society

Répartition des invest. par domaine d'action : Accès aux services





Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être pour tous à tous les âges

Landesbank Baden-Württemberg



Cible ODD 3.3 :

D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.

Présentation :

- La Landesbank Baden Württemberg est une banque fédérale allemande qui opère dans trois régions allemandes. Elle est le plus grand prêteur soutenu par l'État dans le pays, avec 265 milliards d'euros d'actifs. Elle se positionne comme un acteur de la finance durable, finançant des projets respectueux de l'environnement via les émissions d'obligations vertes, à hauteur de 6,1 milliards d'euros sur leurs 38 milliards d'euros de passifs titrisés.

L'obligation :

- Émise en 2019, l'obligation sociale est allouée à des infrastructures de base accessibles (eau/eaux usées, transports publics) et à l'accès aux services essentiels (soins de santé, aide sociale, éducation et formation professionnelle). La majorité des recettes est destinée aux soins de santé, la moitié étant consacrée au financement des hôpitaux, des médecins et des maisons de retraite. Deux tiers de ces investissements sont réalisés dans le Bade-Wurtemberg.

Résultats & Impact :

- 1 424 patients soutenus
- 98 000 étudiants soutenus

Exemples :

- Le financement des maisons de retraite dans le Land de Bade-Wurtemberg a contribué à l'ouverture de 1 194 places.

ODD & Cible :

- **ODD 3 :** Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être de tous, à tous les âges
- **Cible 3.3 :** D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, de la tuberculose, du paludisme et des maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles

Score de l'obligation :

A1

Utilisation :

Allocation dédiée – Obligation Sociale





Soutenir le développement sociétal par le biais de projets d'infrastructure et de régénération

Développement sociétal – développement et renouveau économique



Ce domaine d'action comprend les activités économiques et environnementales qui permettent le développement sociétal. Cela inclut le soutien au développement durable, la préservation de l'environnement, la réhabilitation urbaine, et le développement des transports en commun, des infrastructures et des équipements urbains.



Les enjeux environnementaux ont de plus en plus d'implications sociales : celles du changement climatique en sont un exemple marquant. C'est pourquoi le Fonds accorde de l'importance à ces enjeux.

Impact positif sur la réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES) :

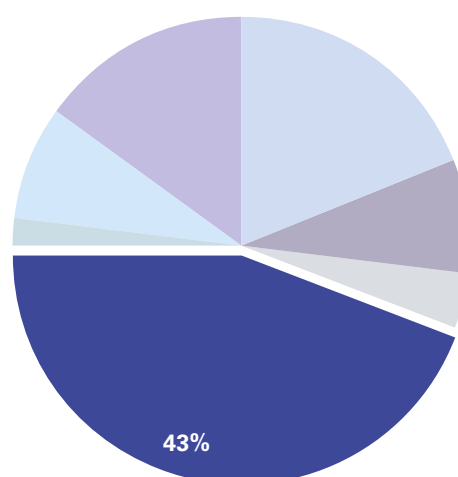


- > En 2019, plus de 21 M de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées sur la base de 30 obligations déclarées (50% du total)
- > En 2020, plus de 30 M de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées sur la base de 65 obligations déclarées (63% des 102 obligations)
- > En 2020, plus de 52 M de MWh d'énergie renouvelable ont été produits

Liste des 30 plus grands émetteurs d'obligations :

- | | |
|---------------------------------------|---|
| • Anglian Water | • Innogy |
| • Avinor | • Intesa Sanpaolo |
| • Banque Federative du Credit Mutuel | • Ireland Government |
| • BNP Paribas | • KBC Group |
| • City of Berlin | • La Banque Postale |
| • Credit Mutuel Arkea | • Landwirtschaftliche Rentenbank |
| • E.on | • Munifin |
| • Electricity Supply Board of Ireland | • Orsted |
| • Elenia | • Poland |
| • Enel | • Rabobank |
| • ERG | • Regie Autonome des Transports Parisiens |
| • Eurogrid | • RTE |
| • Generali | • Santander |
| • Icade | • TenneT |
| • ING | |

Répartition des invest. par domaine d'action : Développement et renouveau économique





Accès à une énergie abordable, fiable et durable pour tous

Iberdrola



Cible ODD 7.2 :

D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.

Présentation :

- Iberdrola est une multinationale espagnole du secteur de l'électricité. C'est le plus grand producteur d'énergie éolienne au monde et 80% de sa production énergétique en Espagne ne génère pas d'émissions de CO₂. L'entreprise emploie 34 000 personnes et fournit de l'énergie à 100 millions de personnes dans le monde entier.

L'obligation :

- Émises chaque année depuis 2014, les obligations vertes d'Iberdrola sont destinées à financer des projets d'accès à l'énergie (réseaux intelligents, réseaux généraux, R&D), de capacité d'énergie renouvelable (énergie éolienne, énergie solaire, installations hydroélectriques), d'efficacité énergétique (électrification de pompes à chaleur, rénovation thermique) et de stations de recharge de véhicules électriques. Au total, Iberdrola a levé près de 10 milliards d'euros en obligations vertes depuis 2014.

Résultats & Impact :

- 232 000 MWh d'énergie renouvelable fournis
- 93 265 tonnes de CO₂ évitées
- Exemples :
 - Le projet East Anglia a permis d'installer un parc éolien offshore de 180MW en mer du Nord.

ODD & Cible :

- ODD 7** : Assurer l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous
- Cible 7.2** : D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial

Score de l'obligation :

B2

Utilisation :

Allocation dédiée – Obligation verte à impact social



Conclusion

Nous sommes heureux de constater que notre fonds Threadneedle European Social Bond, a pour sa troisième année, confirmé la pertinence de sa stratégie, aussi bien en termes d'impact social que d'attrait pour les investisseurs.

Le fonds a en effet vu sa taille tripler entre juin 2019 et juin 2020, validant la conviction de la société de gestion Columbia Threadneedle concernant l'existence d'un intérêt grandissant de la part des souscripteurs pour des investissements qui apportent un "rendement supplémentaire" significatif et mesurable en termes d'impact social.

Cette croissance du nombre d'actifs sous gestion a coïncidé avec une augmentation importante des émissions d'Obligations Sociales (+700% en 2020 par rapport à 2019) et d'Obligations Durables dans le monde, notamment de la part des institutions publiques et des banques de développement, en partie liée à la crise sociale et économique induite par la pandémie du Covid-19. Le Fonds disposait donc d'un choix d'émissions suffisant pour investir une part importante de ses actifs dans les projets les mieux notés en termes d'impact social. Il a pu continuer à augmenter leur part, atteignant environ 25% des actifs, un exploit applaudi par le Comité Consultatif social du Fonds.

Les chiffres concernant les impacts rapportés ici ont également connu une augmentation importante : 221 000 logements sociaux financés et 440 associations d'aide au logement, 22 millions de personnes bénéficiant de projets visant à améliorer leur santé et leur sécurité alimentaire, 550 000 emplois construits ou consolidés, et l'émission de plus de 30 millions de tonnes de CO₂ a été évitée, contre 21 millions l'année dernière.

Nous ne pouvons qu'espérer plus de contributions similaires de la part des émetteurs d'obligations en Europe et dans le monde, car le contexte actuel rend plus que jamais nécessaire la mobilisation de la finance au service du bien commun. Rendez-vous dans un an, avec l'espoir que le COVID 19 ne sera plus qu'un lointain cauchemar, mais avec une douloureuse certitude : il faudra beaucoup plus d'obligations sociales et durables pour en effacer les stigmates.

Jean-Michel Lecuyer

Président du Comité Consultatif d'Impact

Biographies

Comité Consultatif d'Impact

James Fairweather

*Président du Social Enterprise Academy,
Directeur de Big Issue Invest Scotland*

James Fairweather est le président de la Social Enterprise Academy, organisation spécialisée sur le leadership dans l'Économie Sociale et Solidaire ainsi que dans les écoles britanniques et étrangères. Il est aussi administrateur de Big Issue Invest Scotland, la branche de finance sociale du Big Issue Magazine. James contribue au développement de la finance sociale depuis 2013. Avant cela, il a travaillé pendant 35 ans dans la finance, principalement dans une société de gestion d'actifs basée à Édimbourg, dont il a été membre du comité de direction et administrateur pendant plus de 15 ans.

Jean-Michel Lecuyer

Directeur général, INCO

Jean-Michel Lecuyer est l'actuel Directeur Général d'INCO. De 2003 à 2014, il a été Directeur Général de la SIFA (Société d'Investissement France Active) et directeur des activités chez France Active, réseau national qui finance des entreprises sociales depuis plus de 25 ans. Il a également été consultant dans le secteur des éco-industries avant cela.

Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines de Paris.

Il est également Trésorier du Mouvement français des entrepreneurs sociaux (MOUVES) et Président du conseil de surveillance de SOLIFAP (Société d'investissement de la Fondation Abbé Pierre).

Simon Bond

*Directeur – Gestion de portefeuille
d'investissements responsables chez
Columbia Threadneedle Investments (CTI)*

Simon Bond a rejoint Columbia Threadneedle Investments en 2003 et a été gérant du Threadneedle UK Social Bond Fund et du Threadneedle (Lux) European Social Bond Fund depuis leur lancement respectif en 2013 et 2017. Après avoir géré de nombreux portefeuilles d'obligations d'entreprises destinés aux investisseurs institutionnels et individuels, Simon Bond dédie aujourd'hui son temps à la gestion des

portefeuilles d'obligations sociales en dirigeant l'équipe de Recherche Thématique en Investissements Responsables et en épaulant le développement d'autres stratégies d'investissement responsable chez CTI. Il a 31 ans d'expérience dans la gestion de fonds dont plus de 26 ans dans la gestion obligataire crédit.

Avant de rejoindre CTI, Simon Bond gérât £6 milliards en tant que Senior UK Credit Fund Manager chez Axa. Il a également travaillé chez GE Assurance comme gérant de portefeuille, chez Provident Mutual en tant qu'analyste Fixed Income, et chez Hambros Bank comme Investment Accountant et Pension Fund Investment Administrator.

Simon Bond est Fellow du Chartered Institute for Securities and Investments, détient le Investment Management Certificate et le General Registered Representatives Certificate.

Rana Modarres

Directrice Investissement à Impact, OXFAM

Rana Modarres est Directrice Investissement à Impact chez Oxfam GB où elle dirige la contribution consultative d'Oxfam en matière d'impact au sein du fonds EMF (Enabling Microfinance Fund). Ce fonds donne aux entreprises les moins desservies un accès au capital en soutenant l'écosystème des petites entreprises et en promouvant des politiques financières inclusives. À Oxfam, Rana préside également un groupe de travail international sur les programmes de financement innovants, principalement axés sur le soutien aux petites entreprises.

Avant de rejoindre Oxfam, Rana a travaillé sur les marchés des capitaux et dans la gestion des investissements, en vendant d'abord des obligations d'État et en travaillant ensuite dans la banque privée. Plus récemment, elle a travaillé pour Barclays Wealth, et avant cela pour Lehman Brothers, Jefferies et Dresdner Kleinwort Wasserstein. Elle a également effectué des recherches pour le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies.

Rana est titulaire d'une Maîtrise en économie politique de la London School of Economics et d'une Licence en économie de l'université du Massachusetts, à Amherst.

Iain Richards*Responsible Investments Responsables, Columbia Threadneedle Investments*

Iain Richards a rejoint CTI en 2012 et supervise actuellement l'équipe d'investissements responsables. Il dirige la stratégie, le développement et l'implémentation des activités d'investissement responsable.

Avant de rejoindre l'entreprise, il a travaillé pour Aviva Investors et Schroder Investment Management.

Il a également travaillé dans la régulation du secteur financier en tant que membre du groupe Politiques

Publiques à la Listing Authority britannique (notamment sur l'introduction de la règle « Comply or Explain » de 1993) et au London Stock Exchange. Avant de travailler à la City, il a travaillé au ministère du commerce et de l'industrie dans le département des politiques européennes et de la concurrence.

Equipe d'Investissement Responsable – Analystes thématiques et portefeuille, CTI

Ben Kelly

Ben Kelly est Analyste Thématique Sénior (Économie Comportementale) – Investissements responsables chez CTI. Son rôle est de développer et d'intégrer la recherche thématique dans le contexte de stratégies d'investissement responsable, et en particulier dans le contexte de stratégie d'impact au sein de portefeuilles mixant actions et obligations. Il contribue également à la recherche et au reporting ESG (Environnement, Social, Gouvernance).

Avant de rejoindre CTI, il a travaillé au BlackRock's Investment Institute où il combinait d'une part la recherche macro-économique dans les portefeuilles actions/obligations/immobilier, et d'autre part l'expertise en finance comportementale. Dans ce cadre, il a travaillé avec des équipes d'analyse fondamentale et quantitative spécialisées dans les processus d'investissements non biaisés.

Il est actuellement conférencier en sciences comportementales à l'université de Saint Andrews et à la London School of Economics.

Il détient un bachelors en chimie, un master en Management, Économie et Relations Internationales, et un doctorat en Économie à l'Université de Saint Andrews.

Jess Williams

Jessica Williams est Analyste Portefeuille – Investissements Responsables chez CTI. Elle est responsable de l'analyse ESG des portefeuilles clients et de la rédaction des rapports correspondants.

Avant de rejoindre CTI, Jessica travaillait chez S&P Global Ratings où elle a développé des produits de finance durable et publié des rapports sur les sujets ESG. Avant cela, elle a travaillé au Global Innovation Lab for Climate Finance à la Climate Policy Initiative à Venise, et a effectué des stages chez Inflection Point Capital Management et CDP.

Elle détient un Master en Technologie Environnementale et un Bachelor en biologie à l'Imperial College à Londres, et a passé le CFA Niveau 1.

Calculs

Toutes les statistiques incluses dans ce rapport sont issues d'informations publiques. Ce sont des estimations basses fondées sur les publications des émetteurs. En effet, certains émetteurs ne publient pas de reporting et leur impact n'est pas pris en compte. Pour consulter la liste de ces publications, voir la page suivante.

Logement Abordable

Logement social : La somme des unités de logement social ayant été construites ou en cours de construction. Ces chiffres comprennent les unités financées par BNG, Ile de France, Flemish Community, Deutsche Wohnen, HSBC holdings et la Communauté autonome de Madrid. Les unités résidentielles sont sponsorisées en faveur des personnes en précarité.

Associations de logement : Le nombre d'associations de logement financées par des obligations sociales émises par BNG et NWB.

Logement à prix abordable : Le nombre d'unités de logement définies comme accessibles par l'émetteur ou financées par des prêts à taux d'intérêt bas. Il comprend les statistiques des rapports de Vonovia et de Bayern Labo.

Santé & Bien-être

Nutrition et bien-être : La somme des financements issus des obligations émises par le Wellcome Trust, Danone, La Banque Africaine de Développement, plus une partie des obligations émises par la communauté autonome de Madrid dédiée aux soins à fort impact, aux médicaments orphelins et aux maladies rares.

Bénéficiaires : La somme des bénéficiaires de projets agricoles ou liés à l'eau financés par l'obligation sociale émise par la Banque Africaine de Développement et les obligations de Danone, ainsi que le financement de la SFI contre la malnutrition. Enfin, les bénéficiaires du brevet accessible au public par Bupa, et la lutte de l'UNEDIC contre le chômage complètent les données d'impact.

Chercheurs médicaux ou scientifiques : La somme des scientifiques de Roche et Danone, ainsi que de ceux soutenus par le Wellcome Trust and Bupa.

Emploi

Le nombre d'emplois créés ou préservés : estimation du nombre total d'emplois créés ou préservés par les projets ou les entreprises financées par les obligations en question. Cette statistique comprend les chiffres de Cassa Depositi e Prestiti, de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, de l'Instituto de Crédito Oficial, de l'IFC, de la Royal Bank of Scotland, et des chiffres de la SNCF, d'Unibail Rodamco et de Vonovia Finance.

Développement et Renouveau Économique

Gaz à Effets de Serre (GES) évités : Seules les obligations qui publient l'estimation du volume des GES évités par an sont incluses (les obligations ne publiant que le bilan carbone et non l'estimation annuelle sont exclues). Lorsque les émissions liées à un portefeuille d'obligations vertes sont publiées, le chiffre donné ici prend en compte la proportion des émissions correspondante à la hauteur de la participation du fonds dans le portefeuille. Par exemple, si un portefeuille d'\$1 million permet d'éviter 2 millions de tonne de CO₂ par an et si le fonds investit dans seulement une obligation de la taille de \$0,5M parmi les obligations du portefeuille, seuls 1 million de CO₂ (0,5 x 2) sont pris en compte dans le total de GES évités.

Équivalent en nombre de centrales à charbon : ce chiffre est calculé en utilisant l'estimation de GES évités (méthodologie décrite ci-dessus) et l'EPA Greenhouse Gas Equivalencies Calculator.

Méthodologie : mise en correspondance des obligations avec les catégories de l'IMP

Nous avons fait correspondre les obligations du portefeuille de l'ESBF avec les catégories de l'IMP en fonction de leur catégorisation sociale et des rapports d'impact concernant leur allocation de capital.

Les obligations ESBF appartiennent à la catégorie sociale A (investissement d'impact), B (investissement ayant un impact) ou C (financement du développement). Les catégories d'IMP sont A (Agit pour éviter des impacts négatifs), B (Bénéficie aux parties prenantes) et C (Contribue aux Solutions).

La catégorie A de l'IMP (Agit pour éviter des impacts négatifs) : Obligations ESBF de catégorie C sans rapport d'impact sur leur utilisation.

- Les obligations ESBF de catégorie C appartiennent à la catégorie de "financement du développement", qui génèrent involontairement des externalités sociales. Comme aucun rapport d'impact sur leur utilisation n'a été publié par la société, cela permet à l'analyste de douter des "bénéfices aux parties prenantes" de l'obligation. Elles sont donc classées dans la catégorie "Agit pour éviter des impacts négatifs".

La catégorie B de l'IMP (Bénéficie aux parties prenantes) : Obligations ESBF de catégorie C avec un rapport d'impact sur leur utilisation, et obligations ESBF de catégorie B sans rapport d'impact.

- Les obligations ESBF de catégorie B appartiennent à la catégorie "Investissement ayant un impact", qui a des impacts sociaux identifiables pour les individus. Toutefois, si cet impact n'est pas identifié, il ne peut pas être classé dans la catégorie "Contribue aux Solutions". Elles sont donc classées dans la catégorie "Bénéficie aux parties prenantes".
- Les obligations ESBF C appartiennent à la catégorie "Financement du développement", qui génère des externalités sociales de manière non intentionnelle. Comme un rapport d'impact sur leur utilisation a été publié par la société, cela permet à l'analyste d'être certain que l'obligation "Bénéficie aux parties prenantes".

Catégorie C de la PMI (Contribue aux Solutions) : les obligations ESBF de catégorie B avec un rapport d'impact sur leur utilisation, et toutes les obligations ESBF de catégorie A, sans prise en compte du rapport.

- Les obligations ESBF de catégorie A appartiennent à la catégorie "investissement d'impact", qui ont été conçues dans l'intention spécifique de générer un résultat social positif. Elles sont donc classées dans la catégorie "Contribue aux Solutions".
- Les obligations ESBF B appartiennent à la catégorie "Investissement ayant un impact", qui a des impacts sociaux identifiables pour les individus. Si leur impact est identifié grâce à un rapport d'impact sur leur utilisation, on peut dire qu'elles "contribuent aux solutions".

Références

BNG Bank:

<https://www.bngbank.com/funding/bng-bank-funding/funding-2020>

<https://www.bngbank.com/Documents/Investors/Third%20Impact%20%282016-2019%29%20of%20the%202016%20BNG%20Bank%20Social%20Housing%20Bond.pdf>

Caisse Française de Financement Local:

<https://sfil.fr/chiffres-cles-2019/>

<https://www.bourse.lu/security/FR0013403433/276546>

Cassa depositi e prestiti:

https://www.cdp.it/sitointernet/en/bilanci_e_presentazioni_2019.page

<https://www.bourse.lu/security/IT0005366460/277934>

Instituto de credit Oficial:

https://www.larazon.es/historico/8031-analisis-que-funciones-tiene-el-ico-por-jesus-martin-NLLA_RAZON_427767/

<https://www.ico.es/documents/19/1862636/Reporting+Social+Bond+Noviembre+2018/65c7e206-5e47-4939-90f3-1f65e3ffd07a>

HSBC:

<https://www.hsbc.com/investors/fixed-income-investors/green-and-sustainability-bonds>

Landesbank Baden-Wuerttemberg:

https://www.lbbw.de/konzern/investor-relations/finanzberichte/geschaeftsberichte/2019/lbbw_annual_report_2019_aa1r3sby3g_m.pdf

<https://www.bourse.lu/security/DE000LB2CNE0/295160>

Iberdrola:

https://www.iberdrola.com/wcorp/gc/prod/en_US/inversores/docs/Iberdrola_Framework_for_Green_Financing.pdf

<https://www.bourse.lu/security/XS1890845875/271475>

ICMA:

<https://www.icmagroup.org/green-social-and-sustainability-bonds/social-bond-principles-sbp/>

Impact Management Project:

<https://impactmanagementproject.com/#:~:text=What%20is%20the%20Impact%20Management%20Project%3F%20The%20Impact,and%20find%20consensus%20%28norms%29%20on%20impact%20management%20techniques.>

INCO Group

3 boulevard Saint-Martin,
Paris 75003,
France

Website: www.inco-group.com
Email: contact@inco-group.com
Twitter: [@inco-group](https://twitter.com/inco-group)

